

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Karine Naud, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Karine Naud

Date

2019-06-18

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après la « ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2019-06-18

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1	53 611 660	54 699 803	51 029 175
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 213 000	1 343 673	1 288 195
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 088 790	1 926 247	1 830 129
Services rendus	5	1 482 280	1 499 699	1 815 394
Imposition de droits	6	1 466 000	2 140 924	2 353 741
Amendes et pénalités	7	80 500	152 285	130 224
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	96 700	446 481	215 395
Autres revenus	10	2 300 000	8 539 140	4 300 539
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	61 338 930	70 748 252	62 962 792
Charges				
Administration générale	14	35 169 595	31 897 581	30 576 620
Sécurité publique	15	105 420	208 490	203 573
Transport	16	6 842 510	8 150 269	7 273 559
Hygiène du milieu	17	1 036 850	3 329 669	3 252 943
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 726 930	1 611 637	3 047 597
Loisirs et culture	20	3 772 270	8 339 340	8 631 780
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 899 435	3 777 630	3 921 409
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	53 553 010	57 314 616	56 907 481
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 785 920	13 433 636	6 055 311
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		79 324 135	73 268 824
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		79 324 135	73 268 824
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		92 757 771	79 324 135

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	24 938 950	19 045 987
Débiteurs (note 5)	2	32 734 476	31 104 330
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	57 673 426	50 150 317
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	966 211	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 748 866	5 349 031
Revenus reportés (note 12)	12	1 006 159	902 746
Dette à long terme (note 13)	13	110 771 518	118 933 844
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	119 492 754	125 185 621
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(61 819 328)	(75 035 304)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	152 505 642	152 503 628
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 449 004	1 413 333
Stocks de fournitures	19	274 509	337 645
Autres actifs non financiers (note 17)	20	347 944	104 833
	21	154 577 099	154 359 439
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	92 757 771	79 324 135

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 785 920	13 433 636	6 055 311
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	5 980 000 ) (	8 411 937 ) (	2 144 165)
Produit de cession	3		472 124	88 399
Amortissement	4		7 828 889	7 551 967
(Gain) perte sur cession	5		(68 467)	(37 799)
Réduction de valeur / Reclassement	6		177 375	
	7	(5 980 000)	(2 016)	5 458 402
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(35 671)	134 343
Variation des stocks de fournitures	9		63 136	(34 778)
Variation des autres actifs non financiers	10		(243 109)	(60 238)
	11		(215 644)	39 327
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 805 920	13 215 976	11 553 040
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(75 035 304)	(86 588 344)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(75 035 304)	(86 588 344)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(61 819 328)	(75 035 304)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 433 636	6 055 311
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 828 889	7 551 967
Autres			
- Gain sur disposition d'actifs	3	(68 467)	(37 799)
- Reclassement	4	177 375	
	5	21 371 433	13 569 479
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 630 146)	3 719 195
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(179 914)	(2 485 714)
Revenus reportés	9	103 413	375 226
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(35 671)	134 343
Stocks de fournitures	12	63 136	(34 778)
Autres actifs non financiers	13	(243 111)	(60 238)
	14	19 449 140	15 217 513
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 832 186)	(2 144 165)
Produit de cession	16	472 124	88 399
	17	(6 360 062)	(2 055 766)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 560 065	920 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(10 098 422)	(7 058 312)
Variation nette des emprunts temporaires	25	966 211	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	376 031	407 187
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(7 196 115)	(5 731 125)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	5 892 963	7 430 622
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	19 045 987	11 615 365
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	19 045 987	11 615 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	24 938 950	19 045 987

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Amortissement:

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Taux

Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	de 2,5 % à 10,00 %
Véhicules	de 5,0 % à 10,00 %
Ameublement et équipement de bureau	de 5,0 % à 20,00 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5,0 % à 10,00 %

Moins-value:

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Immobilisation en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus**Constataion des revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Actifs, actifs éventuels et droits contractuels**

Le 1er janvier 2018, la ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels de la ville, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 8 541 495	3 063 589
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 16 397 455	15 982 398
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 24 938 950	19 045 987
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 8 795 957	12 550 596
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 3 017 785	1 502 660
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 25 783 613	26 292 746
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 760 055	1 395 021
Organismes municipaux	15	
Autres		
- Droits de mutations et autres	16 2 173 023	1 913 903
-	17	
	18 32 734 476	31 104 330
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 23 461 177	24 352 425
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 23 461 177	24 352 425
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 228 134	249 832
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		
<hr/>		
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	277 459
Autres régimes (REER et autres)	41	214 587
Régimes de retraite des élus municipaux	42	13 628
	43	490 991
		479 923

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 22 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,95 %). Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant de 22 058 794 \$, portant intérêt au taux préférentiel (3,95 %). Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 938 367	2 394 688
Salaires et avantages sociaux	48	1 273 577	1 318 621
Dépôts et retenues de garantie	49	1 054 478	319 224
Provision pour contestations d'évaluation	50	289 367	180 299
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Accomptes vente de terrains	53	159 519	57 699
-	54		
- Intérêts courus à payer	55	1 033 558	1 078 500
-	56		
-	57		
	58	6 748 866	5 349 031

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	165 537	74 196
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	377 958	356 751
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66	74 560	74 560
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Autres recettes reportées	68	388 104	397 239
-	69		
-	70		
-	71		
	72	1 006 159	902 746

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,50	2019	2024	73	111 315 300	119 824 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2020	2020	77	2 848	4 205
Organismes municipaux			2020	2020	78	46 401	74 401
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	111 364 549	119 902 906
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(593 031)	(969 062)
					83	110 771 518	118 933 844

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2019	84	92	6 518 900	100	109	28 701	117	6 547 601
2020	85	93	6 208 500	101	110	20 548	118	6 229 048
2021	86	94	6 119 600	102	111		119	6 119 600
2022	87	95	5 660 400	103	112		120	5 660 400
2023	88	96	5 180 800	104	113		121	5 180 800
2024 et +	89	97	81 627 100	105	114		122	81 627 100
	90	98	111 315 300	106	115	49 249	123	111 364 549
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	111 315 300	108	116	49 249	125	111 364 549

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(61 819 328)	(75 035 304)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(61 819 328)	(75 035 304)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	23 851 058	158	49 567	185	(71 853)	212	23 972 478
Eaux usées	131	27 018 044	159	30 157	186	4 245	213	27 043 956
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	52 361 029	160	2 838 447	187	(473 048)	214	55 672 524
Autres	133	23 280 506	161		188		215	23 280 506
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	61 210 556	163	167 193	190	725 762	217	60 651 987
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 959 797	165		192	460 689	219	1 499 108
Ameublement et équipement de bureau	138	2 615 119	166	156 144	193	(263 920)	220	3 035 183
Machinerie, outillage et équipement divers	139	6 162 822	167	539 752	194		221	6 702 574
Terrains	140	5 572 010	168		195		222	5 572 010
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>204 030 941</u>	170	<u>3 781 260</u>	197	<u>381 875</u>	224	<u>207 430 326</u>
Immobilisations en cours	143	<u>895 981</u>	171	<u>4 630 677</u>	198	<u>895 981</u>	225	<u>4 630 677</u>
	144	<u>204 926 922</u>	172	<u>8 411 937</u>	199	<u>1 277 856</u>	226	<u>212 061 003</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	5 567 695	173	723 399	200		227	6 291 094
Eaux usées	146	7 015 865	174	880 350	201		228	7 896 215
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	18 905 202	175	2 564 184	202		229	21 469 386
Autres	148	7 252 745	176	995 888	203		230	8 248 633
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	9 290 352	178	1 887 151	205	397 625	232	10 779 878
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 071 606	180	153 981	207	299 197	234	926 390
Ameublement et équipement de bureau	153	1 464 251	181	253 667	208		235	1 717 918
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 855 578	182	370 269	209		236	2 225 847
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>52 423 294</u>	184	<u>7 828 889</u>	211	<u>696 822</u>	238	<u>59 555 361</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>152 503 628</u>					239	<u>152 505 642</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	995 129	959 458
Autres	252	453 875	453 875
	253	1 449 004	1 413 333
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	1 449 004	1 413 333
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	95 755	104 833
- Dépenses reportées	257	252 189	
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	347 944	104 833
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 5 912 884 \$. Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

2019	2 366 286 \$
2020	1 450 938 \$
2021	1 113 917 \$
2022	291 893 \$
2023 et suivantes	689 850 \$

	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2018
Location de photocopieurs	2020	7 637 \$
Contrats matériaux abrasifs	2019	208 232 \$
Contrat matières résiduelles	2022	2 591 550 \$
Assurances collectives	2019	365 012 \$
Location stade de soccer	2028	1 149 750 \$
Contrat lignes téléphoniques	2020	69 233 \$
Déneigement des stationnements	2021	216 348 \$
Contrat Journal municipal	2019	54 452 \$
Déneigement patinoires	2020	140 697 \$
Gestion aquatique	2020	305 824 \$
Honoraires auditeurs	2020	87 381 \$
Gestion offre de services Loisirs	2020	103 020 \$
Services professionnels	2019	52 501 \$
Location d'entrepôt	2019	12 396 \$
Travaux et location d'équipement	2017	32 837 \$
Vidange des fosses septiques	2022	318 199 \$
Contrat de déneigement	2019	88 910 \$
Contrat inspection égouts aqueduc	2022	60 905 \$
Achat essence	2019	48 000 \$

19. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location d'espaces publicitaires échéant entre 2020 et 2029, prévoyant la perception de loyers totalisant 1 190 516 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 126 658 \$ en 2019 et 2020, à 122 400 \$ en 2021 et à 116 400 \$ pour 2022 et 2023.

La Ville a également conclu un contrat de déneigement échéant en 2020, prévoyant la perception de revenus totalisant 70 279 \$. Les revenus à percevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 44 387 \$ en 2019 et à 25 892 \$ en 2020.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

La Ville se porte caution en faveur d'un organisme à but non lucratif pour un montant de 2 600 000 \$ pour la construction d'un stade de soccer intérieur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

b) Auto-assurance

La Ville a établi un programme d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire, pour une période de vingt-sept semaines. Les dix-sept premières semaines font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2018, les réclamations pendantes non provisionnées contre la Ville s'élèvent à près de 65 000 \$. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

d) Autres*Protection de l'environnement*

Les activités de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de la direction, la Ville est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Contestations d'évaluation

Des contribuables non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2011 à 2018. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 289 367 \$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

21. Actifs éventuels

Voir note 27.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Flux de trésorerie

Les intérêts encaissés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 013 556 \$ (1 202 131 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017). Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 3 822 576 \$ (3 965 218 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017).

Les acquisitions d'immobilisations dans les créditeurs représentent 1 579 751 \$ au 31 décembre 2018.

26 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Frais quote-part d'agglomération

La Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures est actuellement partie à un litige devant la Cour d'appel du Québec concernant la réclamation pour les quotes-parts payées à l'agglomération de la Ville de Québec pour les années 2008 à 2017. Le 19 septembre 2018, la Cour supérieure du Québec a rendu un jugement ordonnant le remboursement, par la Ville de Québec, de quotes-parts payées en trop par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. La Ville de Québec a toutefois demandé la permission d'en appeler de ce jugement, permission qui a été accordée. Les parties en sont donc à l'étape de la rédaction des mémoires d'appel, aucune date d'audition n'est fixée à ce jour.

28 Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	53 611 660	54 699 803		54 699 803	51 029 175
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 213 000	1 343 673		1 343 673	1 288 195
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 088 790	1 210 026		1 210 026	613 808
Services rendus	5	1 482 280	1 499 699		1 499 699	1 815 394
Imposition de droits	6	1 466 000	2 140 924		2 140 924	2 353 741
Amendes et pénalités	7	80 500	152 285		152 285	130 224
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	96 700	446 481		446 481	215 395
Autres revenus	10	2 300 000	8 539 140		8 539 140	4 518 886
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	61 338 930	70 032 031		70 032 031	61 964 818
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		716 221		716 221	1 216 321
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					(218 347)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		716 221		716 221	997 974
	21	61 338 930	70 748 252		70 748 252	62 962 792
Charges						
Administration générale	22	35 169 595	31 580 753	316 828	31 897 581	30 576 620
Sécurité publique	23	105 420	208 490		208 490	203 573
Transport	24	6 842 510	4 731 362	3 418 907	8 150 269	7 273 559
Hygiène du milieu	25	1 036 850	1 629 524	1 700 145	3 329 669	3 252 943
Santé et bien-être	26					
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 726 930	1 473 249	138 388	1 611 637	3 047 597
Loisirs et culture	28	3 772 270	6 084 719	2 254 621	8 339 340	8 631 780
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	4 899 435	3 777 630		3 777 630	3 921 409
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		7 828 889	(7 828 889)		
	33	53 553 010	57 314 616		57 314 616	56 907 481
Excédent (déficit) de l'exercice	34	7 785 920	13 433 636		13 433 636	6 055 311

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 785 920	13 433 636	6 055 311
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 716 221 ) (	( 997 974)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	7 785 920	12 717 415	5 057 337
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		7 828 889	7 551 967
Produit de cession	5		472 124	88 399
(Gain) perte sur cession	6		(68 467)	(37 799)
Réduction de valeur / Reclassement	7		177 375	
	8		8 409 921	7 602 567
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		286 635	1 636 005
Réduction de valeur / Reclassement	10		(177 375)	
	11		109 260	1 636 005
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	6 200 920 ) (	9 204 422 ) (	6 226 111)
	18	(6 200 920)	(9 204 422)	(6 226 111)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	545 000 ) (	6 071 209 ) (	561 121)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	300 000		
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 429 584	900 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 340 000)	(271 712)	(296 456)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(1 585 000)	(4 913 337)	42 423
	26	(7 785 920)	(5 598 578)	3 054 884
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		7 118 837	8 112 221

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	716 221	997 974
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(191 852)	(354 375)
Sécurité publique	3	(15 629)	()
Transport	4	(5 097 434)	(1 750 001)
Hygiène du milieu	5	(2 904 133)	(302 167)
Santé et bien-être	6	(2 060)	(27 028)
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(7 199)
Loisirs et culture	8	(204 949)	(296 605)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(8 411 937)	(2 144 165)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(144 931)	(1 501 662)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 557 314	920 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	6 071 209	561 121
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	10 827	1 501 662
Excédent de fonctionnement affecté	16	754 322	
Réserves financières et fonds réservés	17	946 798	316 117
	18	7 783 156	2 378 900
	19	783 602	(346 927)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 499 823	651 047

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	9 059 330	8 015 785	7 902 882
Charges sociales	2	2 264 840	1 670 796	1 652 549
Biens et services	3	9 904 150	8 582 913	10 351 525
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	4 196 550	2 976 790	2 946 009
D'autres organismes municipaux	5		1 179	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		746 723	459 888
D'autres tiers	7		101	494 647
Autres frais de financement	8	725 000	52 837	20 865
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	27 202 240	27 202 811	25 350 044
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	121 400	9 494	193 339
Amortissement des immobilisations	14		7 828 889	7 551 967
Autres				
- Mauvaises créances	15	5 000	(671)	(103 438)
- Réclamation de dommages	16	70 500	222 436	84 624
- Autres	17	4 000	4 533	2 580
	18	53 553 010	57 314 616	56 907 481

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 334 664	5 516 999
Excédent de fonctionnement affecté	2	13 261 509	9 170 417
Réserves financières et fonds réservés	3	5 193 046	3 257 368
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5	1 917 278	3 012 871
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	66 051 274	58 366 480
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	92 757 771	79 324 135
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 334 664	5 516 999
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	6 334 664	5 516 999
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Vente terrains parc industriel	12	2 231 001	2 340 510
- Déficit éventuel	13	1 942 200	1 942 200
- Budget année subséquente	14	225 000	300 000
- Remboursement dette ville	15	436 692	1 668 085
- Intérêts à recevoir sur transf	16	935 000	935 000
- Remboursement taxes secteur	17	170 000	170 000
- Financement projets en cours	18	250 000	614 622
- Centre communautaire Bocage	19	7 000 000	1 200 000
- Travaux centre communautaire	20	71 616	
	21	13 261 509	9 170 417
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	13 261 509	9 170 417
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Infrastructures REG2017-537	27	795 429	1 727 592
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	795 429	1 727 592
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 342 032	1 035 852
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	3 055 585	493 924
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	4 397 617	1 529 776
	48	5 193 046	3 257 368

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	3 835 453	4 172 141
Investissements à financer	83 (	1 918 175 ) (	1 159 270)
	84	1 917 278	3 012 871
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	152 505 642	152 503 628
Propriétés destinées à la revente	86	1 449 004	1 413 333
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	153 954 646	153 916 961
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	153 954 646	153 916 961
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	110 771 518 ) (	118 933 844)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	593 031 ) (	969 062)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	23 461 177	24 352 425
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	87 903 372 ) (	95 550 481)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (	87 903 372 ) (	95 550 481)
	101	66 051 274	58 366 480

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

Description des régimes et autres renseignements

Les employés brigadiers scolaires et surveillants participent à un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié RVER. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, pour les nouveaux employés de ces catégories, l'employeur ne participe pas à la cotisation.

Les employés manuels (Cols bleus) participent à un régime de retraite par financement salariale RRFS-FTQ. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, le déficit actuariel est assumé par les employés.

Les fonctionnaires (Cols blancs) participent à un régime de retraite simplifié RRS. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement.

Charge de l'exercice	2018	2017
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	251 708
	112	277 459
	277 459	251 708

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER collectif pour ses employés-cadres et professionnels.

Charge de l'exercice	2018	2017
Cotisations de l'employeur	114	214 587
	199 692	214 587

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	1
	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

(chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>4 107</u>	<u>4 044</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	13 840	13 628
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	<u>13 840</u>	<u>13 628</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	48 245 396	45 525 893
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	1 011 453	837 944
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	49 256 849	46 363 837
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	1 584 121	1 217 374
Égout	11	1 501 462	1 105 519
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	2 357 371	2 311 137
Autres			
- Autres	14		31 308
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	5 442 954	4 665 338
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	5 442 954	4 665 338
	27	54 699 803	51 029 175

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	37 082	35 524
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32	37 082	35 524
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	39 134	37 945
Cégeps et universités	34	695 603	679 688
Écoles primaires et secondaires	35	571 854	534 858
	36	1 306 591	1 252 491
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	1 343 673	1 288 015
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		180
	51		180
	52	1 343 673	1 288 195

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	5 040	5 067
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57	12 000	11 100
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	209 237	46 971
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	4 200	4 200
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	54 973	68 156
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71	121 525	68 156
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	54 925	56 106
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	68 231	89 632
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	327 567	2 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	67 700	73 295
Autres	89	27 420	48 281
Réseau d'électricité	90		
	91	952 818	473 464

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	120 027	712 213
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	200 471	
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	319 257	40 042
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118	76 466	
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		111 424
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		352 642
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	716 221	1 216 321

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	257 208	140 344
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140	257 208	140 344
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 926 247	1 830 129

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178	30 809	22 153
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181	30 809	22 153
Réseau d'électricité	182		
	183	30 809	22 153

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autres	186	22 045	21 713
	187	22 045	21 713
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194	103 081	150 181
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200	102	7 142
	201	103 183	157 323
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203	23 900	
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205	167 723	193 139
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211		
	212	191 623	193 139
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217	144 420	143 188
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221	144 420	143 188
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	991 350	1 266 838
Activités culturelles			
Bibliothèques	223	16 269	11 040
Autres	224		
	225	1 007 619	1 277 878
Réseau d'électricité	226		
	227	1 468 890	1 793 241
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 499 699	1 815 394

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229	99 326	221 020
Droits de mutation immobilière	230	2 041 177	2 132 280
Droits sur les carrières et sablières	231		
Autres	232	421	441
	233	2 140 924	2 353 741
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234	152 285	130 224
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236	446 481	215 395
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	68 467	37 799
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	1 820 917	4 340 226
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242		
Autres contributions	243		
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	6 649 756	(77 486)
	246	8 539 140	4 300 539
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	418 779		418 779	461 181
Greffe et application de la loi	2	1 223 155		1 223 155	1 141 659
Gestion financière et administrative	3	28 993 460	316 828	29 310 288	28 124 890
Évaluation	4				
Gestion du personnel	5	462 876		462 876	720 635
Autres					
- Communications	6	482 483		482 483	128 255
-	7				
	8	31 580 753	316 828	31 897 581	30 576 620
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	154		154	239
Sécurité incendie	10				
Sécurité civile	11	18 471		18 471	6 177
Autres	12	189 865		189 865	197 157
	13	208 490		208 490	203 573
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 839 126	3 165 408	5 004 534	4 318 723
Enlèvement de la neige	15	2 473 360	253 499	2 726 859	2 567 611
Éclairage des rues	16	248 247		248 247	259 984
Circulation et stationnement	17	170 423		170 423	126 922
Transport collectif					
Transport en commun	18	206		206	319
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	4 731 362	3 418 907	8 150 269	7 273 559

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24	358 505	764 751	1 123 256	1 195 994
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26	277 831	897 694	1 175 525	1 174 311
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	506 625	37 700	544 325	498 414
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	372 602		372 602	325 736
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31	52 073		52 073	56 073
Traitement	32				
Matériaux secs	33	22 576		22 576	
Autres	34				
Plan de gestion					
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Autres	37	18 431		18 431	2 415
Protection de l'environnement	38	20 881		20 881	
Autres	39				
	40	1 629 524	1 700 145	3 329 669	3 252 943
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social					
	41				
Sécurité du revenu					
	42				
Autres					
	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage					
	45	1 124 256	138 388	1 262 644	1 264 490
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	348 993		348 993	1 783 107
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	1 473 249	138 388	1 611 637	3 047 597

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	2 289 485	1 114 266	3 403 751	3 170 465
Patinoires intérieures et extérieures	54	576 071	496 863	1 072 934	1 220 264
Piscines, plages et ports de plaisance	55	954 857	282 306	1 237 163	1 241 565
Parcs et terrains de jeux	56	1 014 316	191 318	1 205 634	688 720
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60	4 834 729	2 084 753	6 919 482	6 321 014
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	329 226	88 924	418 150	1 357 535
Bibliothèques	62	888 156	80 944	969 100	953 231
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64	28 150		28 150	
Autres	65	4 458		4 458	
	66	1 249 990	169 868	1 419 858	2 310 766
	67	6 084 719	2 254 621	8 339 340	8 631 780
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	3 724 793		3 724 793	3 900 544
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	52 837		52 837	20 865
	73	3 777 630		3 777 630	3 921 409
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	7 828 889	(7 828 889)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	892 678	144 594
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 968 875	143 365
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 577 675	1 393 972
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 036 116	
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		545 091
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	204 989	(358 094)
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	191 852	204 095
Machinerie, outillage et équipement divers	19	539 752	71 142
Terrains	20		
Autres	21		
	22	8 411 937	2 144 165

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	892 678	144 594
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 968 875	143 365
Autres infrastructures	27	4 613 791	1 939 063
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	936 593	(82 857)
	34	8 411 937	2 144 165

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 008 595		3 053 325	955 270
Réserves financières et fonds réservés	3	493 924		(2 561 661)	3 055 585
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 195 391	1 189 748	933 814	7 451 325
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	83 852 571	367 565	7 778 944	76 441 192
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	95 550 481	1 557 313	9 204 422	87 903 372
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	24 352 425	2 752	894 000	23 461 177
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	24 352 425	2 752	894 000	23 461 177
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	24 352 425	2 752	894 000	23 461 177
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	24 352 425	2 752	894 000	23 461 177
	19	119 902 906	1 560 065	10 098 422	111 364 549
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	119 902 906	1 560 065	10 098 422	111 364 549

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	111 364 549
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 918 175
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 010 855
--	---	-----------

Débiteurs	9	23 461 177
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 655 898
--	----	-----------

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	83 154 794
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	83 154 794
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	196 203
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	83 350 997
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	30 238 628
--	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	30 238 628
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	113 589 625
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	27 202 811	25 350 044
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	27 202 811	25 350 044

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1	35 275	34 974
Charges sociales	2	7 838	7 100
Biens et services	3	8 368 824	2 102 091
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 411 937	2 144 165

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	19,53	35,00	35 662,04	2 040 041	469 833	2 509 874
Professionnels	2	8,10	35,00	14 787,75	580 087	143 714	723 801
Cols blancs	3	50,67	35,00	92 997,01	2 466 640	481 482	2 948 122
Cols bleus	4	46,22	40,00	99 647,94	2 732 657	548 063	3 280 720
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	124,52		243 094,74	7 819 425	1 643 092	9 462 517
Élus	9	7,00			231 635	35 542	267 177
	10	131,52			8 051 060	1 678 634	9 729 694

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	54 973	41 383	159 088		255 444
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	99 256	99 565	241 961		440 782
Autres	16	1 028 489	157 518	44 014		1 230 021
	17	1 182 718	298 466	445 063		1 926 247

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	158 730	60 782
	4	158 730	60 782
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		49 018
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		49 018
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 130 725	1 396 022
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	10 862	97 251
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 141 587	1 493 273
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	321 819	575 270
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	410 412	989 764
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	4 434	
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	736 665	1 565 034
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		99 996
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	9 093	134 896
Autres	34		
	35	9 093	234 892
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 695 896	155 288
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	8 832	119 995
Autres	38	26 827	243 127
	39	1 731 555	518 410
Réseau d'électricité			
	40		
	41	3 777 630	3 921 409

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sylvain Juneau	75 777	16 368
Raynald Brulotte	16 498	8 249
Annie Godbout	16 498	8 249
Jean Simard	16 498	8 249
Yannick Lebrasseur	16 498	8 249
Marcel Desroches	16 498	8 249
Jonathan Palmaerts	16 498	8 249

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

	24		\$
--	----	--	----

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

	25		\$
--	----	--	----

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

	26		\$
--	----	--	----

b) Dépenses d'investissement

	27		\$
--	----	--	----

c) Total des frais encourus admissibles

	28		\$
--	----	--	----

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

	29		
--	----	--	--

b) Date d'adoption de la résolution

	30		
--	----	--	--

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA Auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2019-06-18

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	48 619 859
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	1 190 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	25 398
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	500
	9	49 835 757

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 075 000
Égout	11	1 117 100
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 458 426
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	811 122
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	5 461 648
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	5 461 648
	27	55 297 405

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	35 170
Cégeps et universités	7	715 420
Écoles primaires et secondaires	8	533 020
	9	1 283 610

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 283 610

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 283 610

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 560 517 745	X 5 1,0542 /100\$	6 26 992 979				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 95 612 600	X 8 1,0985 /100\$	9 1 050 282				
Immeubles non résidentiels	10 321 876 382	X 11 3,4456 /100\$	12 11 090 722				
Immeubles industriels	13 212 869 500	X 14 3,5067 /100\$	15 7 464 753				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 66 558 600	X 20 2,1084 /100\$	21 1 403 322				
Immeubles agricoles	22 56 421 125	X 23 1,0542 /100\$	24 594 791				
Total			25 48 596 849	26 ()	27 ()	28 23 010	29 48 619 859
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 2 560 517 745	X 34 0,0258 /100\$	35 660 982				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 95 612 600	X 37 0,0269 /100\$	38 25 718				
Immeubles non résidentiels	39 321 876 382	X 40 0,0844 /100\$	41 271 581				
Immeubles industriels	42 212 869 500	X 43 0,0859 /100\$	44 182 791				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48 66 558 600	X 49 0,0516 /100\$	50 34 363				
Immeubles agricoles	51 56 421 125	X 52 0,0258 /100\$	53 14 565				
Total			54 1 190 000	55 ()	56 ()	57	58 1 190 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 4 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 2 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 7 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe de secteur-parc industriel phase 1	0,0359	2	
Règlement 1027-95	568,6085	4	
Règlement 1210-99	505,5305	4	
Règlement 2000-1233	236,6000	4	
Règlement 2000-1250	248,2100	4	
Règlement 2000-1253	0,0358	2	
Règlement 2000-1253	0,7137	2	
Règlement 2000-1253	1 473,5200	4	
Règlement 2000-1253	1 444,2400	4	
Règlement 2000-1266	214,5364	4	
Règlement 2000-1306	571,8475	4	
Règlement 2000-1310	589,6512	4	
Règlement 2000-1319	0,1429	1	
Règlement 2000-1320	725,8234	4	
Règlement 2000-1340	719,9180	4	
Règlement M04-0705	32,6986	2	mètre carré moyen
Règlement REGVAD 2006-009	676,9481	4	
Règlement REGVAD 2008-097	0,6121	1	
Règlement REGVAD 2008-111	1 068,4106	4	
Règlement REGVAD 2008-129	304,4259	4	
Règlement REGVAD 2011-269	1 554,7454	7	chq 4K m2 constructible
Règlement REGVAD 2011-278	2 931,2927	4	
Règlement REGVAD 2011-278	2 223,6489	4	
Règlement REGVAD 2011-278	2 690,1334	4	
Règlement REGVAD 2009-143	974,2045	4	
Règlement REGVAD 2012-313	28,4485	7	unité résidentielle
Règlement REGVAD 2012-328	430,1195	7	entrée de service
Règlement REGVAD 2014-417	639,7517	4	
Règlement 2017-526 - Égout	1 083,7911	4	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Description	Taux	Code¹	Préciser
Règlement 2017-526 - Aqueduc	1 185,9089	4	
Taxe déneigement rue Valériane +Vitrier	12,0000	3	mètre linéaire en front

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	55 297 405
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	22 049
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 038 120
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	43 237 236

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	3 313 855 952
----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 1 | , | 3 | 0 | 4 | 7 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	11 385 313	7 647 044		1 437 685	1 076 000	609 356
De secteur	2	14 806					
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	50 898	48 049		11 863		
Autres	5	757 264	35 038			401 488	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	12 208 281	7 730 131		1 449 548	1 477 488	609 356

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	27 654 461			49 809 859
De secteur	10	10 592			25 398
Autres	11			500	500
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	700 312			811 122
Autres	13	3 456 736			4 650 526
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	31 822 101		500	55 297 405

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	410 492 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>57 278 635 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>5 477 325 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>3 233 610 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>7 225 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-18</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Olivier Trudel , atteste que le rapport financier de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-18 .

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Augustin-de-Desmaures .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Augustin-de-Desmaures consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Augustin-de-Desmaures détient les autorisations nécessaires, notamment celles(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-06-17 11:50:07

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	61 338 930	70 032 031	61 964 818
Investissement	2		716 221	997 974
	3	61 338 930	70 748 252	62 962 792
Charges				
	4	53 553 010	57 314 616	56 907 481
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	7 785 920	13 433 636	6 055 311
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	716 221 ) (	997 974)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	7 785 920	12 717 415	5 057 337
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		7 828 889	7 551 967
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	6 200 920 ) (	9 204 422 ) (	6 226 111)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	545 000 ) (	6 071 209 ) (	561 121)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 040 000)	1 157 872	603 544
Autres éléments de conciliation	13		690 292	1 686 605
	14	(7 785 920)	(5 598 578)	3 054 884
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		7 118 837	8 112 221

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	24 938 950	19 045 987
Débiteurs	2	32 734 476	31 104 330
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	57 673 426	50 150 317
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	110 771 518	118 933 844
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	8 721 236	6 251 777
	10	119 492 754	125 185 621
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(61 819 328)	(75 035 304)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	152 505 642	152 503 628
Autres	13	2 071 457	1 855 811
	14	154 577 099	154 359 439
Excédent (déficit) accumulé	15	92 757 771	79 324 135

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	6 334 664	5 516 999
Excédent de fonctionnement affecté			
- Vente terrains parc industriel	17	2 231 001	2 340 510
- Déficit éventuel	18	1 942 200	1 942 200
- Budget année subséquente	19	225 000	300 000
- Remboursement dette ville	20	436 692	1 668 085
- Intérêts à recevoir sur transf	21	935 000	935 000
- Remboursement taxes secteur	22	170 000	170 000
- Financement projets en cours	23	250 000	614 622
- Centre communautaire Bocage	24	7 000 000	1 200 000
- Travaux centre communautaire	25	71 616	
	26	13 261 509	9 170 417
Réserves financières	27	795 429	1 727 592
Fonds réservés	28	4 397 617	1 529 776
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 ()	(
Financement des investissements en cours	30	1 917 278	3 012 871
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	66 051 274	58 366 480
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	92 757 771	79 324 135

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	83 154 794
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	113 589 625

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 010 855	4 502 519
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	76 441 192	83 852 571
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	7 451 325	7 195 391
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	23 461 177	24 352 425
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	111 364 549	119 902 906

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	53 611 660	54 699 803	51 029 175
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 213 000	1 343 673	1 288 195
Quotes-parts	13			
Transferts	14	1 088 790	1 210 026	613 808
Services rendus	15	1 482 280	1 499 699	1 815 394
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 546 500	2 293 209	2 483 965
Autres	17	2 396 700	8 985 621	4 734 281
	18	61 338 930	70 032 031	61 964 818
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		716 221	1 216 321
Autres	22			(218 347)
	23		716 221	997 974
	24	61 338 930	70 748 252	62 962 792

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	31 580 753	316 828	31 897 581	30 576 620
Sécurité publique					
Police	2	154		154	239
Sécurité incendie	3				
Autres	4	208 336		208 336	203 334
Transport					
Réseau routier	5	4 731 156	3 418 907	8 150 063	7 273 240
Transport collectif	6	206		206	319
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	636 336	1 662 445	2 298 781	2 370 305
Matières résiduelles	9	953 876	37 700	991 576	880 223
Autres	10	39 312		39 312	2 415
Santé et bien-être	11				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 124 256	138 388	1 262 644	1 264 490
Promotion et développement économique	13	348 993		348 993	1 783 107
Autres	14				
Loisirs et culture	15	6 084 719	2 254 621	8 339 340	8 631 780
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	3 777 630		3 777 630	3 921 409
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	49 485 727	7 828 889	57 314 616	56 907 481
Amortissement des immobilisations	20	7 828 889	(7 828 889)		
	21	57 314 616		57 314 616	56 907 481

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3